

Problèmes de la révolution italienne, par Marc Loris (Jean van Heijenoort) (1)

9 juillet 1944

Le fascisme italien, après avoir été le héraut de la réaction, et un modèle largement invité, s'est avéré l'un des chaînons les plus faibles de la chaîne capitaliste. Il s'est effondré, il y a un an, et sa chute est pour la réaction un avertissement comme son apparition en avait été un pour la révolution. Elle révèle leur avenir à Hitler et à tous ses satellites en Europe.

Quand le régime de Mussolini tomba comme une pomme pourrie, l'Italie entra dans une période d'instabilité révolutionnaire. La révolution italienne en est encore à ses tout premiers pas mais elle grandira, luttera, s'éduquera et vaincra. Personne n'a plus aucune illusion quant à la stabilité du régime actuel. Demain, cette instabilité sera celle de toute l'Europe. Après la chute des dictatures, le vide politique sera temporairement rempli par des régimes d'expédients, incapables non seulement de résoudre aucun des problèmes fondamentaux des peuples européens, mais simplement de les regarder en face. Les masses travailleuses rassembleront leurs forces et entreront en action. Le rythme du développement révolutionnaire dépendra de plusieurs facteurs qu'on ne peut analyser ici.

Aussi les problèmes de la situation actuelle en Italie doivent-ils être étudiés avec soin ; d'abord en raison de l'extrême importance qu'ils ont en eux-mêmes ; ensuite parce que la révolution italienne n'est que le commencement et, en un sens, la répétition générale de la révolution européenne qui vient.

La République

Le problème central de la vie politique italienne a été jusqu'à présent l'existence de la monarchie. Les discussions sur cette question ont pleinement mises en lumière la servilité, la corruption et l'ignominie de tous les partis officiels italiens, staliniens compris. Le roi a été le complice de Mussolini pendant vingt ans (2). Avant de quitter les Etats-Unis pour l'Italie, le soi-disant libéral comte Sforza (3) écrivait :

« Il se peut qu'une partie des Italiens soit encore pour la monarchie, mais, après tant d'actes honteux et de trahisons, il n'en est ainsi que pour des raisons d'opportunité ».

En tout cas, il est vite devenu évident que les « *raisons d'opportunité* » étaient assez puissantes pour être respectées, même par le comte Sforza. Nous avons alors été témoins de la farce politique la plus répugnante, dont les acteurs étaient quelques épaves du libéralisme, comme Croce (4), Sforza lui-même, les staliniens et divers partis démocrates et social-démocrates. En coulisses, le roi et son fils, les hautes couches réactionnaires de la société italienne, Churchill (5) et la diplomatie alliée, se réjouissaient d'un spectacle aussi extraordinaire. Croce, le philosophe du compromis, expliqua qu'il était contre le roi en tant qu'individu mais pas contre l'institution monarchique. Ce fut toujours le rêve des libéraux réactionnaires de conserver la monarchie et de n'avoir que de bons rois. L'agent stalinien Palmiro Togliatti (Ercoli) a déclaré en arrivant de Moscou qu'il était « *contre le roi en tant qu'institution, non en tant qu'individu* » (6). Il avait probablement été impressionné par la remarquable et généreuse personnalité du roi !

Un compromis honteux a été réalisé avec la nomination au titre de lieutenant-général du royaume du prince héritier (7). Quelques coups de revolver symboliques ont montré la vénération et l'amour du peuple italien pour cette marionnette de Churchill, du Pape et de Roosevelt (8). La monarchie reste le centre de ralliement de la réaction : des ultra-réactionnaires du « *Parti Bleu* », de l'Eglise et de Churchill, si préoccupé des questions de sécurité en Méditerranée. Tout développement nouveau de la

révolution italienne va soulever inévitablement la question de l'existence de ce foyer d'intrigues contre le peuple.

A tous les monarchistes, aux cadavres ambulants du libéralisme et aux stalino-royalistes, le parti révolutionnaire doit répondre par le mot d'ordre : *Proclamation immédiate de la république ! Arrestation du roi, du prince héritier et de toute la famille royale ! Confiscation immédiate de tous leurs biens au profit du peuple !*

Le parti qui, dans les semaines présentes, diffusera inlassablement ces mots d'ordre dans les masses attirera infailliblement leur attention et les préparera à des mots d'ordre plus avancés : à un stade plus évolué, ce parti jouira de l'autorité d'avoir prévu la marche du développement et d'avoir été aux côtés des masses dans leurs luttes les plus élémentaires. Le bénéfice sera immense.

Le mot d'ordre de la république s'impose d'autant plus, en raison de la situation présente, que les partis ouvriers officiels ont rallié la monarchie.

Ce mot d'ordre n'est pas dirigé seulement contre le régime actuel et contre les Alliés, c'est aussi une arme contre les coalitionnistes (9), les partis stalinien et socialiste.

Les autres mots d'ordre démocratiques

La revendication d'une *Assemblée constituante* est destinée à jouer un rôle important pendant toute une période du développement de la révolution italienne. Le parti révolutionnaire ne peut manquer d'inscrire à son programme le mot d'ordre du *suffrage universel, égal, direct et secret pour tous les hommes et les femmes à partir de 18 ans*. Il est cependant difficile à l'heure actuelle de déterminer avec précision les conditions pratiques de l'emploi de ce mot d'ordre dans l'agitation quotidienne. L'Italie est encore divisée en deux parties par un front militaire, et, tandis que ce mot d'ordre conserve toute sa valeur propagandiste, un appel aux élections immédiates peut bien être hors de question. D'autre part, le problème de l'Assemblée constituante est lié à la question de la monarchie. Il n'est pas impossible que, demain, le lieutenant-général du royaume appelle à tenir des élections, mais tronquées, avec des listes électorales réduites, pour un Parlement muselé par une Chambre haute, elle-même composée de sénateurs indirectement élus, voire nommés par la Couronne. En pareil cas, le mot d'ordre de l'heure peut très bien être de boycotter les élections.

Tandis que l'agitation immédiate pour l'Assemblée constituante peut être ajournée à cause de la division en deux du pays par le front, le parti révolutionnaire peut et doit lancer le mot d'ordre de *l'élection de tous les fonctionnaires par le peuple*. Les Alliés parlent d'une « *épuration* » des fascistes par l'administration italienne. Ils se plaignent des innombrables difficultés d'une telle opération, cherchent une définition du mot « *fasciste* », etc. Quand finalement ils arrivent à chasser une demi-douzaine de fascistes de leurs sinécures grassement payées, ils en sont aussi vaniteux que s'ils avaient répété l'exploit d'Hercule nettoyant les écuries d'Augias. Quelle hypocrisie ! Une administration plus efficace et moins coûteuse pourrait être constituée par *l'élection populaire de tous les fonctionnaires dans les villages et les villes*.

Tout programme de revendications démocratiques comprend *le droit de réunion, la liberté d'expression, la liberté de la presse, la liberté d'association*, surtout en ce qui concerne les syndicats, etc. Le parti révolutionnaire doit non seulement lutter inlassablement pour ces droits mais mobiliser le peuple autour de chaque question concrète où ces droits démocratiques sont en jeu.

Les privilèges de l'Eglise catholique soulèvent en Italie des problèmes brûlants. Le *New York Times* a publié récemment une photo de l'Italie « *libérée* » représentant une classe dans une école italienne avec un prêtre catholique en train de déverser son noir obscurantisme sur la tête des malheureux

enfants. Le *Times* donnait à entendre que c'était là l'un des bienfaits apportés à l'Italie par les « *libérateurs* » anglo-américains. C'est pourtant là un impudent mensonge. Une des premières mesures du fascisme, après sa prise du pouvoir, avait été de ramener les crucifix dans les écoles et de rendre obligatoire l'enseignement religieux à l'école primaire. L'athée Mussolini (10) connaissait aussi bien que le protestant Roosevelt la valeur de l'Église catholique pour le conservatisme social.

A l'hypocrite « *liberté de conscience* » des Alliés, le parti révolutionnaire doit opposer la revendication de *la séparation immédiate de l'Église et de l'État et la confiscation des biens de l'Église au profit du peuple*.

L'occupation allemande en Europe a créé à travers tout le continent, y compris dans les pays de l'Europe occidentale, où cette question semblait à jamais résolue, un brûlant problème national. Seuls des « *démocrates* » superficiels peuvent imaginer que ce problème va disparaître avec la défaite de l'impérialisme allemand.

Le problème national subsistera de façon permanente dans une Europe en ruines. Bien des indices montrent, même à ceux qui refusent de les voir, que les « *libérateurs* » anglo-américains se transforment vite en « *envahisseurs* ». Les mots d'ordre démocratiques les plus élémentaires sont non seulement dirigés contre la couronne et ses partisans, les épaves libérales et les staliniens néo-royalistes, mais aussi contre le despotisme paternaliste des Alliés qui ont interdit toute vue politique à l'exception de celle de la réaction. Ainsi, les trois mots d'ordre de république, d'assemblée constituante, d'élections libres ont un caractère directement anti-impérialiste. Le parti révolutionnaire doit y ajouter : *Bas les pattes devant la politique italienne ! Laissez s'exprimer le peuple italien !*

L'Italie a une forte population paysanne que le fascisme a vouée à la pauvreté et au désespoir. L'élaboration d'un programme concret de réformes politiques et économiques dans les villages est un devoir urgent du parti révolutionnaire. Les plans de réforme agraire doivent prendre en considération la structure économique de chaque province, montrer comment on peut surmonter les difficultés, ouvrir des perspectives d'avenir aux prolétaires ruraux et aux petits propriétaires italiens.

Cette énumération des mots d'ordre démocratiques signifie-t-elle qu'au stade actuel de la révolution, on ne doit utiliser qu'eux ? Pas le moins du monde. Nous n'établissons aucune barrière entre les mots d'ordre démocratiques, transitoires et les mots d'ordre socialistes. Tous nos mots d'ordre démocratiques et chacun d'eux en particulier sont intégrés dans notre perspective de renversement complet de la société. Nous ne nous limitons pas à ça. L'examen de ce que devrait être le programme de transition socialiste, qui devrait être celui de l'Italie aujourd'hui, dépasse l'objectif de cet article, mais il n'existe aucune contradiction entre un tel programme et les revendications démocratiques ; au contraire, il y a libre et constant passage de l'un aux autres.

C'est indubitablement le devoir du parti révolutionnaire de populariser l'idée des soviets dès maintenant (peut-être sous un nom plus approprié aux traditions révolutionnaires italiennes). L'occasion de créer des soviets pourrait même surgir dans un avenir assez rapproché. Mais les soviets ne tombent pas du ciel. Leur origine est des plus modeste ; un comité de grève, un comité d'usine, un comité de défense contre les bandes fascistes ; un comité de contrôle des prix ; un comité électoral, etc. Dans l'accomplissement de leur tâche limitée, ils se heurtent à des obstacles qui les poussent à entreprendre des actions plus étendues. Une période révolutionnaire est caractérisée précisément par le fait que la solution du plus petit problème influe sur le sort de la société tout entière.

L'opposition entre l'Assemblée constituante et les soviets est actuellement complètement artificielle. Elle ne comporte quelque réalité qu'au stade le plus élevé de la lutte — en fait, à sa conclusion. Si des soviets font leur apparition en Italie dans un avenir proche, ce sera en mobilisant les masses sur la base

de mots d'ordre démocratiques. Des soviets peuvent être créés sous la forme de comités électoraux dans le but d'organiser les élections à l'Assemblée constituante, de dresser des listes électorales, etc. Même en remplissant ces humbles fonctions, ils se heurteront à la résistance de l'appareil administratif bourgeois et, petit à petit, seront forcés de prendre conscience de leur pouvoir et de leur rôle futur. S'ils naissent sous une autre forme, en tant que comités d'usine, par exemple, ce qui est possible dans toutes les villes industrielles, leur évolution sera tout à fait semblable.

La formule ne doit pas être Assemblée constituante ou soviets, mais, au moyen de la lutte pour l'Assemblée constituante et les autres revendications, de créer des soviets et de développer leur conscience politique.

Les revendications démocratiques sont le pont qui prend les masses telles qu'elles sont aujourd'hui et les conduit au programme socialiste.

Réponse à des objections possibles

Sans aucun doute, toute proposition d'employer systématiquement et résolument des mots d'ordre démocratiques imposés par l'ensemble de la situation, provoquera ici et là des réactions ultragauchistes. Nous pouvons imaginer que la plupart des arguments ne seront pas nouveaux, et, comme notre parti a déjà eu cent fois l'occasion de les réfuter, nous pouvons cette fois attendre tranquillement qu'on nous les propose une fois de plus. Cependant on peut examiner deux ou trois arguments car ce sera une aide pour préciser notre position (11).

Une argumentation s'opposant à l'emploi de revendications démocratiques peut être la suivante : « *Les masses italiennes sont affamées et désespérées. Elles n'ont cure de la république, du roi ou du prince héritier, elles veulent du pain, etc.* » Cette façon de poser le problème est fortement imprégnée d'anarchisme. Une telle dissociation des tâches politiques et économiques (ou sociales) est tout à fait erronée. En vérité, nous allons maintenant vers une révolution sociale en Italie. Il n'y a pas le moindre doute là-dessus. Mais cela ne signifie pas que les problèmes politiques disparaissent de la scène. Bien au contraire, ils vont surgir, les uns après les autres, grands et petits, exigeant de façon toujours plus impérieuse une solution.

Même si nous admettons qu'à l'heure actuelle les ouvriers d'avant-garde s'aperçoivent clairement qu'une république ne peut rien leur apporter – à moins que ce ne soit un gouvernement ouvrier et paysan – rien ne prouve que nous en sommes déjà parvenus à ce stade ; il y a derrière cette avant-garde les ouvriers moins avancés, les travailleurs ruraux, les paysans, les petites gens des villes, sans l'aide et le dévouement desquels la révolution est impossible, qui placent pour le moment leurs espoirs d'avenir meilleur en une république, en une assemblée librement élue par eux. Tous les problèmes économiques et sociaux trouvent leur expression concentrée sur le plan politique et la principale question sur ce plan, c'est *monarchie ou république*.

Un autre argument possible contre l'emploi des mots d'ordre démocratiques peut être formulé ainsi : « *Cet emploi serait parfait si la IVe Internationale possédait aujourd'hui en Italie un grand parti capable de mettre de larges masses en mouvement. Ce n'est malheureusement pas le cas. Le problème se pose donc en termes tout à fait différents : il consiste en la création d'un parti révolutionnaire puissant, et, pour y parvenir, tout programme de revendications démocratiques est inutile* ». Les prémisses de ce raisonnement sont correctes, la conclusion fautive.

Il est vrai que le parti révolutionnaire reste encore à construire en Italie et que la victoire est impossible sans la construction d'un tel parti. Mais cette tâche ne saurait être réalisée en-dehors de la lutte quotidienne des masses. Ce problème a été souvent discuté en Europe, surtout en France et en

Belgique, au temps où la situation politique était déjà parvenue à un stade prérévolutionnaire et où les organisations de la IVe Internationale étaient encore très faibles. Trotsky et le comité exécutif de la IVe Internationale se sont toujours résolument opposés aux tendances qui visaient à limiter strictement l'action de nos groupes à des programmes et à des mots d'ordre propagandistes, jusqu'au jour où nous aurions formé un grand parti surgissant, comme Minerve, de la tête de Jupiter.

Un des résultats de ces controverses fut l'adoption, en 1934, par la section française de la IVe Internationale, d'un *Programme d'action* que chaque révolutionnaire désireux de jouer un rôle dans la révolution européenne qui vient, a le devoir d'étudier de façon approfondie

Il y a enfin un argument que je voudrais réfuter ici, bien que non sans une certaine hésitation, car il est tout à fait banal : « *Comment pouvez-vous écrire quoi que ce soit de valable sur ces questions, ici, à New York, à des milliers de kilomètres de l'Italie ? Il faut laisser ces problèmes aux révolutionnaires italiens. Après tout, ce ne sont pas des questions de principe ou de stratégie, mais des détails de tactique dépendant des dispositions des masses et qui doivent être laissées à ceux qui sont en contact direct avec elles.* » En réalité tous les mots d'ordre que nous pouvons lancer pour l'étranger sont, dans une certaine mesure, des essais. Nous disposons néanmoins pour nous aider d'une grande expérience historique. Notre mouvement a étudié de près les étapes successives de nombre de révolutions, leur histoire naturelle, pour ainsi dire. Les mots d'ordre proposés dans cet article ne représentent rien de neuf et l'évidence historique en faveur de leur application à la situation présente en Italie est si grande que la charge de prouver le contraire retombe sur l'éventuel adversaire : c'est à lui de prouver pourquoi il ne faudrait pas les employer.

Parler de revendications démocratiques comme de questions relevant simplement de la tactique, indignes qu'on s'en occupe de loin, peut être dangereux. Avec la meilleure des stratégies, un parti peut aller à sa perte du fait d'une tactique fautive. C'est aussi erroné. Il est vrai que chaque revendication démocratique n'a pas un caractère de principe, car nous pouvons changer l'une pour l'autre suivant les circonstances. Mais nous ne pouvons en dire autant de l'emploi des revendications démocratiques en général, car elles appartiennent à notre stratégie de la révolution.

Le danger de l'ultra-gauchisme (12)

La guerre a soulevé une énorme vague de réaction. Les organisations ouvrières officielles n'ont pas été les dernières à suivre et même à renforcer le courant. En paroles et en actions, les staliniens ont été au sommet de la réaction. Les restes de leur Internationale, légèrement offusqués d'un tel degré d'impudence, les suivent de leur mieux.

Dans ces conditions, on pourrait dire : « *Le principal danger est l'opportunisme ; pourquoi se préoccuper de l'ultra-gauchisme ?* » Une telle façon de poser la question est tout à fait fautive. Le danger opportuniste est énorme, en vérité, mais c'est précisément la raison pour laquelle le danger sectaire ne peut pas être ignoré, mais doit être attentivement surveillé. L'opportunisme n'élimine pas l'ultra-gauchisme, au contraire, il l'engendre. L'ultra-gauchisme n'est qu'une autre face de l'opportunisme, son ombre, une réaction infantile contre lui et, en un sens, la rançon que doit payer pour lui la classe ouvrière.

La putréfaction de la IIe Internationale pendant la dernière guerre a provoqué l'apparition de bien des tendances ultragauchistes. L'organisation allemande de Luxemburg et Liebknecht (13) était imprégnée d'ultra-gauchisme et c'est précisément pour cette raison qu'elle s'est cassée le cou ; en France, l'opportunisme se mêlait à l'ultra-gauchisme dans des mots d'ordre grandiloquents, etc. Lénine fut obligé d'écrire un pamphlet spécial contre l'ultra-gauchisme maladie infantile.

A la fin de la présente guerre et avec la montée révolutionnaire, nous pouvons nous attendre aux mêmes tendances, probablement avec une intensité bien plus considérable. Une nouvelle génération de jeunes révolutionnaires surgira, qui n'aura pas accumulé beaucoup d'expérience. Dans plusieurs cas, notamment en Italie, ils auront grandi dans l'illégalité, sans beaucoup d'occasions d'étudier les leçons du passé. Les crimes de l'ordre bourgeois ont été si atroces, la servilité des fonctionnaires des partis ouvriers si répugnante, que l'on peut s'attendre à bien des réactions d'impatience. De plus, l'Europe a connu quatre années de sabotage et de terrorisme qui ne peuvent pas manquer de laisser des traces d'aventurisme dans la politique de plus d'un bon parti ouvrier révolutionnaire.

Sous les coups de l'expérience, au cours des vingt ans de l'entre-deux-guerres, l'ultra-gauchisme a été obligé d'abandonner plusieurs de ses positions initiales. Mais le point auquel il resta le plus obstinément attaché fut son hostilité à l'emploi des mots d'ordre démocratiques de transition. Notre mouvement doit précisément mener là-dessus une longue lutte. Il n'est pas inutile de signaler dès maintenant qu'un des premiers documents politiques qui nous sont parvenus d'Italie, le *Manifeste* des trotskystes italiens ne contient que quelques parties confuses et erronées qui ont déjà été examinées dans notre presse. Mais un aspect nettement négatif de ce document, c'est son caractère abstrait, sa distance de la vie politique italienne et par conséquent son incapacité à mettre en avant un programme d'action lié aux besoins des masses italiennes.

Nous entrons maintenant dans une époque historique au cours de laquelle la propagande générale ne saurait suffire. Les libéraux, les réformistes et tous les admirateurs du progrès bourgeois ont toujours espéré que la Russie tsariste s'élèverait progressivement au niveau culturel et démocratique de l'Europe occidentale. Ce fut tout le contraire. Avec la désagrégation de la civilisation capitaliste, l'Europe occidentale est tombée au niveau de la Russie despotique et même plus bas encore ; les réformistes et les centristes avaient coutume de considérer le bolchevisme comme un produit de la Russie arriérée, pas assez bon pour le socialisme occidental éclairé.

Et maintenant, l'Europe tout entière est bonne pour le bolchevisme. L'histoire met tous les enseignements du bolchevisme à l'ordre du jour plus impérativement que jamais. Et l'un de ces enseignements, c'est le mépris du bolchevisme pour la simple propagande visant à éclairer quant aux vertus du socialisme, c'est sa capacité à sentir les aspirations des masses, à exploiter le côté progressiste de ces aspirations et, là-dessus, de mener une action susceptible de détacher les masses de leurs partis et de leurs chefs conservateurs. Puisse cette leçon n'être pas oubliée dans les temps présents.

Notes :

(1). Cet article ne fut pas publié dans la presse du SWP, mais seulement six mois plus tard dans le numéro spécial de *Quatrième Internationale* sur « *La crise révolutionnaire en Europe* », pp. 19-22. Van Heijenoort l'avait à plusieurs reprises modifié afin de le rendre « *acceptable* » et de ne faire passer que ce qui lui paraissait essentiel

(2)Le roi **Victor Emmanuel III** (1869-1947), chef de la Maison de Savoie, avait appelé Mussolini, le chef du parti fasciste, au pouvoir en 1922, et l'avait soutenu jusqu'au bout.

(3)Le comte **Carlo Sforza** (1873-1952), un libéral, diplomate puis ministre des Affaires étrangères, avait émigré en 1926, s'était établi aux Etats-Unis en 1940 et venait de revenir en Italie.

(4)**Benedetto Croce** (1866-1952), philosophe, avait été ministre de l'Instruction publique au lendemain de la guerre.

(5)**Winston Churchill** (1893-1964), leader conservateur, ancien animateur de l'intervention contre la Révolution russe, dirigeait depuis 1940 le cabinet de guerre britannique.

(6)**Palmiro Togliatti** (1893-1964), dirigeant communiste italien et membre de l'exécutif de la Comintern, avait été renvoyé de Moscou où il vivait depuis des années pour reprendre en mains un PC quelque peu désorienté. Le passage à la nouvelle politique indiquée ci-dessus fut appelée « *le tournant de Salerne* », où il prononça un retentissant discours.

(7)**Umberto II** (1904-1983) était le fils aîné du roi Victor-Emmanuel, lié à la politique de son père. Il survécut peu après à un attentat.

(8)**Eugenio Pacelli**, pape sous le nom de **Pie XII** (1876-1958), était un anticommuniste déterminé. **Franklin D. Roosevelt** (1882-1945), président depuis 1933, avait engagé les Etats-Unis dans la guerre.

(9)Le mot de « *coalitionniste* » désigne les partisans de la « *coalition* », c'est-à-dire de l'Union sacrée.

(10). Rappelons qu'avant d'être le *Duce* des fascistes, **Benito Mussolini** (1883-1945) avait été un socialiste de gauche. Pendant la Première Guerre mondiale il s'était prononcé pour l'intervention aux côtés des Alliés puis avait estimé que l'Italie avait été frustrée de sa victoire par les Alliés. Chef du parti fasciste, chef du gouvernement, il resta au pouvoir de 1922 à 1943.

(11). Nous savons qu'il s'agit en réalité d'arguments qui ont été utilisés par des représentants de la majorité de la direction du Socialist Workers Party dans les discussions préparatoires à sa XIe convention.

(12)Van aborde ici la question centrale dans le débat avec le SWP dont il considérait que la direction avait des positions ultra-gauchistes. Mais il le fait de biais.

(13)**Rosa Luxemburg** (1871-1919) et **Karl Liebknecht** (1871-1919), têtes de file des gauches dans la social-démocratie allemande avant-guerre, fondateurs de Spartakus pendant la guerre, fondèrent le Parti communiste allemand et furent assassinés peu après.